

Aurélie et Bernard doivent pouvoir vivre ensemble et se marier parce que c'est leur volonté et leur choix !

L'Etat et ses fonctionnaires de Police n'ont pas à décider de leur vie privée et à s'immiscer dans leur intimité !

Mercredi 3 septembre à 10h00 du matin, la Police aux Frontières (PAF) entre chez Bernard, le menotte et le mène en camp de rétention.

Son crime ? être étranger (il est camerounais) et vouloir continuer sa vie avec Aurélie, sa compagne depuis 2 ans, avec qui il est PACSé depuis 6 mois. Ils doivent se marier début octobre à Toulouse. Ses papiers n'ont pas été renouvelés à la fin de ses études (qu'il a d'ailleurs réussies) ; il devient alors ce que l'Etat appelle dans sa propagande de persécution "un clandestin".

- "Clandestin" son travail en CDI dans une grande entreprise ?
- "Clandestins" son amour et sa vie privée avec sa compagne ?
- "Clandestin" son mariage annoncé depuis le 7 Juillet à la Mairie de Toulouse ?
- "Clandestines" toutes ses amitiés qu'il a tissées au cours des années passées à Toulouse ?

NON, la vie de Bernard est ici, il est d'ici, avec nous, de ce pays, de cette ville. Sa situation est révélatrice de milliers d'autres identiques, créées par l'application de la loi CESEDA, loi qui sort les gens du droit commun, qui pousse la police à persécuter des gens honnêtes, uniquement parce qu'ils sont de nationalité étrangère, et détruit des vies !

Cela doit cesser. Il faut le dire, s'organiser . Les lois peuvent changer si des gens se battent pour qu'elles changent.

Il faut demander l'abrogation de la loi CESEDA,

La loi doit laisser les gens vivre en paix, tranquillement ; les laisser travailler, étudier, se soigner, se réfugier ici : elle doit garantir les droits pour tous, cela dépend des gens, de leur bataille pour que la loi soit différente.

N'attendons pas que le CESEDA touche nos proches pour réagir ! Mobilisons-nous dès maintenant contre son application, pour son abrogation.

- Cela passe par s'organiser pour arriver à empêcher les rafles et les contrôles de police, pour protéger les amis menacés au travail, chez eux, dans la rue....
- Cela passe par affirmer qu'il y a un seul peuple, qu'il ne faut pas séparer, trier les habitants, français et étrangers, qu'il faut les droits pour tous.
- Cela passe par construire ensemble une politique de paix et d'amitié entre les habitants du pays, contre la politique de guerre et de division .

C'est ce que nous faisons déjà, en nous organisant ensemble, sur nos propres forces, dans le "Rassemblement des ouvriers sans papiers, gens d'ici et leurs amis" et les "Collectifs pour une politique de paix et d'amitié entre les habitants du pays"
Nous vous proposons d'en être.

Le Rassemblement des ouvriers sans-papiers, gens d'ici, et leurs amis
Les Collectifs pour une politique de paix et d'amitié entre les habitants du pays